

---

## Actes de la deuxième conférence internationale sur la Francophonie économique

### *L'ENTREPRENEURIAT ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES ET DES FEMMES EN AFRIQUE FRANCOPHONE*

Université Mohammed V de Rabat, 2-4 mars 2020

---

## **FINANCEMENT BANCAIRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR DES PAYS DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA)**

**Soumaïla WONI**

*Doctorant en Economie à l'Université Ouaga II, Ouagadougou, Burkina Faso*  
[soumailawoni@gmail.com](mailto:soumailawoni@gmail.com)

**RÉSUMÉ** – Suivant les travaux de Otrou (2007) sur les déterminants du commerce extérieur des pays de l'UEMOA, le présent papier s'intéresse aux déterminants financiers de ce commerce dans l'UEMOA. En effet, il est analysé l'impact du financement bancaire sur le commerce extérieur. Une estimation d'un modèle à effets aléatoires a été effectuée. Il ressort des résultats que le financement bancaire du secteur privé a une influence positive sur l'ouverture commerciale globale, mais aussi sur l'ouverture en termes d'exportation et en termes d'importation. De plus, le financement bancaire via les investissements étrangers influence positivement les taux d'ouvertures. Toute chose qui suscite un regard attentif sur les effets des flux de capitaux.

**Mots clés :** Banque, Ouverture commerciale, Modèle à effets aléatoires, UEMOA.

Les idées et opinions exprimées dans les textes sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'OFE ou celles de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

### **1. Introduction**

Selon l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le besoin de financement du commerce international s'est accentué ces dernières années (Rapport OMC, 2016). Les raisons de ce besoin sont diverses. Il y a la récurrence du débat entre le libre-échange et le protectionnisme. En effet la libéralisation devrait permettre l'afflux de capitaux au financement du commerce. Cependant, une plus grande ouverture des économies crée des distorsions commerciales, d'où l'option de mesures protectionnistes par certains pays (Guillochon, 2001). Une situation qui ne facilite pas la mobilité parfaite des capitaux. En outre, le besoin s'explique par les instabilités financières. Selon un rapport de 2009 de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), la crise financière de 2008 a impacté négativement les efforts de financements des économies.

Une autre raison serait de tirer davantage profit du commerce international. Selon Gern (1993), les échanges commerciaux influencent positivement la croissance économique. Ce qui explique d'ailleurs que le besoin de financement soit plus accentué dans les économies fragiles d'Afrique

subsaharienne, en proie à une croissance économique. En effet, la part des échanges commerciaux africains dans le commerce mondial a évolué faiblement, soit de 2,6% en 2004 à 3,9% en 2017 pour les exportations et de 2,3% en 2004 à 3,0% en 2017 pour les importations<sup>1</sup>. En outre, une analyse des taux d'investissement privé entre l'année 2010 et 2016, donne en moyenne 15% dans les pays en développements asiatiques, contre 18% en Europe, 17% en Amérique latine, 16% au moyen Orient et seulement 2% en Afrique subsaharienne<sup>2</sup>.

Les travaux empiriques consacrés au financement du commerce international mettent l'accent sur les apports extérieurs (Alaya, 2007). En l'occurrence les effets bénéfiques des investissements étrangers (Fontagné, 1999) et les effets de l'aide au développement dans les économies fragiles (Azoulay, 2011). Toutefois, il y a la présence des firmes internationales dont bancaires qui participent aux investissements internationaux. En effet, le système bancaire intervient dans le commerce en favorisant des investissements productifs en faveur tant des importateurs que des exportateurs. Cela est d'autant perceptible dans les zones où le marché financier est dominé par le secteur bancaire.

C'est le cas dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Une zone d'Afrique de l'ouest, regroupant huit pays francophones<sup>3</sup>. Des pays qui sont en union monétaire depuis 1974 avec une Banque centrale nommée Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, (BCEAO), et une commission bancaire à Abidjan<sup>4</sup>. Le système bancaire est au cœur de la sphère financière. Ainsi, suite à la libéralisation financière amorcée dans les années 89, il y a eu des séries de privatisation. C'est alors que le secteur financier de l'union, s'est enrichi davantage de l'arrivée d'autres banques internationales. Ce qui participe au financement des entreprises.

Une analyse du portefeuille de crédit octroyé ces dernières années révèle une recrudescence du crédit à l'économie. Il est passé de 48,74% en pourcentage du bilan des banques en 2011, à près de 53% en 2015<sup>5</sup>. Une situation qui conforte les résultats de Leboucher (2013) sur l'essor du secteur financier en Afrique Subsaharienne. Mais aussi, elle permet de traiter de la dynamique du secteur bancaire dans le financement des petites et moyennes entreprises relevée par Edson et Henri (2012), ainsi que Diop et Thiongane (2018). Par ailleurs, une analyse des échanges commerciaux de l'UEMOA laisse apparaître un faible niveau d'échange intracommunautaire. Il passe d'environ 15,5% en 2011 à 11% en 2016<sup>6</sup>. Ce qui n'est pas en faveur d'une viabilité de l'union, qui en dépend selon Gbetnkom et Avom (2005). En outre le degré d'ouverture intra union est passé d'environ 9,5% en 2012 à 8% en 2015 et le degré d'ouverture extra union est passé d'environ 60% en 2012 à 52% en 2015<sup>7</sup> ; soit des baisses enregistrées.

Eu égard au besoin de financement du commerce dans l'UEMOA, au rôle bénéfique de l'intensification des échanges commerciaux sur la croissance économique, et à la place du système bancaire dans la sphère financière de l'union, la question de son rôle dans le financement du commerce se pose. Ainsi, quel est l'impact du financement bancaire sur le commerce extérieur des pays de l'UEMOA ? Il s'agira d'évaluer l'effet du concours bancaire

<sup>1</sup> Rapport OMC « Examen Statistique du Commerce Mondial 2005 et 2018 »

<sup>2</sup> Fonds Monétaire Internationale, Perspectives Economiques Régionales : Afrique Subsaharienne (2018)

<sup>3</sup> Les pays sont : Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et le Togo.

<sup>4</sup> Il s'agit de la capitale du pays précité, la côte d'ivoire

<sup>5</sup> Données proviennent des annuaires statistiques de la BCEAO (2010 – 2015)

<sup>6</sup> Elles proviennent des annuaires statistiques de la BCEAO

<sup>7</sup> Calculées sur la base des données sur le commerce de l'UEMOA (Rapport BCEAO)

sur les échanges commerciaux des pays de l'union. Partant de l'influence positive de la finance sur l'investissement, il est admis un effet positif du financement bancaire sur le commerce. Ce papier contribue à l'identification des déterminants financiers du commerce extérieur des pays à faibles revenus formant une union économique et monétaire.

La suite de l'analyse est organisée autour des sections suivantes : (i) une section consacrée à une revue de littérature ; (ii) une section portant sur la méthodologie d'analyse, les résultats obtenus et leurs interprétations ; et (iii) une section pour la conclusion et les recommandations.

## **2. Revue de littérature**

Elle aborde les fondements théoriques et les travaux empiriques réalisés sur le rôle des banques dans le commerce international.

### **2.1. Arguments théoriques**

La mobilité des facteurs de production s'est invitée dans les débats sur les questions de commerce international. En effet, les principaux facteurs de production sont, selon la théorie classique, le travail et le capital. Ces facteurs sont enclin à des mouvements entre nations, eu égard au besoin suscité. Pour la théorie néoclassique, avec le modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson (HOS), la mobilité des facteurs répond à la spécialisation des nations, suite à une dotation abondante dans l'un des facteurs. Selon Krugman et Obstfeld (2009), les flux de capitaux sont courants entre les pays, toute chose qui facilite les investissements. Le système bancaire se présente, dès lors comme un canal de drainage des capitaux extérieurs en vue du financement des investissements productifs.

Cependant, le rôle des banques n'est primordial que dans des économies où le système financier est dominé par cette dernière. Il faut noter en plus, que le mouvement de capitaux est possible dans une optique d'ouverture des économies. En effet, en réponse aux cas de protectionnismes de la part de certains Etats, les grandes firmes qui ne veulent pas être coupées de leurs demandes par un tarif douanier, préfèrent créer une filiale dans le pays qui impose un droit de douane et par conséquent, il y a entrée de capitaux dans cette économie (Verlaeten, 1991). En plus de cet aspect de flux de capitaux, il ressort le caractère d'intermédiation de la banque.

Depuis les travaux pionniers de Gurley et Shaw (1955), les questions de désintermédiation et d'intermédiation financières sont récurrentes dans les économies modernes. La première a trait à l'accès aux marchés financiers et la seconde aux établissements de crédits. Le système bancaire se retrouvent donc dans un contexte où il collecte l'épargne qui servira à fournir le crédit aux agents économiques à besoin de financement. En outre la banque intervient dans les échanges entre acteurs du commerce, par l'établissement des contrats internationaux (Doukh, 2005).

A la lumière de ces développements théoriques, l'intervention bancaire dans le secteur commercial des pays, peut être appréhendée selon que le pays soit en autarcie ou en ouverture financière. Cependant, que dire des travaux empiriques menés ?

## **2.2. Arguments empiriques**

De nombreuses études empiriques ont été menées sur le rôle de la banque dans le secteur du commerce. Néanmoins, suivant les arguments théoriques présentés, il ressort des travaux sur les flux de capitaux et des spécificités de l'intermédiation financière.

Pour ce qui concerne les flux de capitaux, les IDE constituent les principaux composants. En effet De Boni et al. (2015) ont analysé l'interaction entre les IDE et les firmes bancaires internationales. Sur un échantillon de données statistiques, ces auteurs arrivent à la conclusion que la firme bancaire stimule ces investissements. Toutefois, il existerait une forte corrélation entre ces investissements et la qualité des institutions. Un résultat qui relève des travaux de Cesaronis et De Santis (2018), suivant une analyse sur un échantillon de pays Européens. Les firmes bancaires pourraient de ce fait, être à l'origine d'effets de substitution ou de complémentarité dans la relation entre IDE et commerce, souligné par Mitze et al. (2010) dans le cas d'économie Allemande, ainsi que par Fontagné et Pajot (1999) dans le cas d'économie française. Toutefois les travaux empiriques dans l'UEMOA, mettent rarement l'accent sur le volet bancaire. C'est le cas avec Sory (2017) sur un échantillon de sept pays importateurs et dix-sept pays partenaires, sur la période 1995 à 2010.

Pour ce qui concerne l'intermédiation financière, il existe des spécificités dans les résultats empiriques sur l'intervention bancaire. Leroy (2016) analyse la relation entre la concurrence bancaire, la dépendance financière et l'accroissement de la productivité en Europe. Sur un échantillon de dix pays et sur la période 1999 – 2009, l'auteur aboutit au fait que la concurrence bancaire est à même de réguler les asymétries d'informations et permet d'améliorer le besoin de financement des entreprises qui en sont très dépendantes. Son analyse était auparavant soutenue par Amable et Chatelain (1996). Ces auteurs ont montré que la concurrence imparfaite entre les banques, présente certes des désagréments, mais qui sont compensés par l'accroissement de la productivité des investissements des entreprises provenant de l'expertise et du contrôle exercé par des banques universelles.

En outre le système bancaire intervient dans l'établissement des taux de change. En effet ce taux de change est présenté par Bélanger et Gutiérrez (1990) comme un élément fondamental dans les échanges commerciaux. Les rachats de devises étrangères par les banques influent sur le taux de change bilatéral et multilatéral. Toute chose qui induit la variabilité des termes de l'échange. Par ailleurs, l'intervention du système bancaire dans le commerce est limitée par les risques de défaut de la part d'acteurs du commerce, mais aussi par l'effet des chocs. Selon Stiglitz et Weiss (1981), le rationnement du crédit bancaire n'est autre que le corollaire de l'asymétrie d'information existant sur le marché, du fait de la crédibilité des acteurs économiques en présence et des garanties. Tandis que selon Ahn (2018), l'intervention des banques est limitée par les effets négatifs des chocs de liquidité.

Pour ce qui concerne les modèles d'analyse du commerce extérieur, divers modèles sont développés. Le plus important reste le modèle de gravité. Ce modèle de Newton en physique, sur la loi d'attraction, fut repris par des auteurs tels Tinbergen (1962) dans le cadre d'échanges commerciaux. Dès lors de nombreux développements se sont succédés. Certaines études aboutissent à une extension du modèle. C'est le cas avec Gbetnkom et Avom (2005) dans une analyse de la relation entre l'intégration économique et le commerce extérieur pour le cas de l'UEMOA. Tandis que pour d'autres auteurs, il faille y renoncer. En effet pour Yerbanga (2017), l'approche par le modèle de gravité ne serait pas très appropriée dans l'analyse du commerce intra union. La raison étant la présentation de la variable dépendante comme une

juxtaposition des importations et des exportations d'un pays par rapport à d'autres. C'est en ce sens que le modèle linéaire de Otrou (2007) sur des données de panel est envisagé.

Ces travaux éclairent sur la relation entre la sphère financière bancaire et le secteur du commerce. La banque se présente dès lors, comme un acteur économique susceptible d'accompagner les autres acteurs du commerce par le financement. Elle utilise soit l'épargne interne collectée, soit les transferts de ressources externes, ou les deux.

### **3. Méthodologie d'analyse**

Elle se présente sous deux angles: une analyse factuelle d'indicateurs économiques et une analyse économétrique pour vérifier empiriquement les hypothèses émises.

#### **3.1. Analyse factuelle**

Elle porte sur l'état des échanges commerciaux, suivant les politiques commerciales et le degré d'ouverture. En plus, elle évoque l'état des flux de capitaux dans l'union.

##### **3.1.1. Généralité sur le commerce extérieur**

Les pays de l'UEMOA, à l'instar d'autres pays d'Afrique, peinent à prendre part efficacement à la mondialisation. En effet, ces pays à faibles niveaux de revenus, outre l'espace économique et monétaire en commun, sont pour la plupart de gros importateurs de biens et services. Une analyse de leurs échanges commerciaux montre une balance commerciale déficitaire pour la majorité, excepté la Côte d'Ivoire. En termes d'union communautaire, le rapport « Africa Renewal<sup>8</sup> » des Nations Unies souligne que les pays de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), où sont membres les pays de l'UEMOA, ont une balance commerciale faiblement excédentaire. Mais cet excédent d'exportations est en faveur de l'Union Européenne. Il souligne d'ailleurs la faiblesse du commerce intra régional : soit 10% à 12% du total du commerce du continent Africain contre 40% en Amérique du Nord et 60% en Europe de l'Ouest.

Par ailleurs, selon les rapports régionaux de l'UEMOA sur la surveillance commerciale, le niveau des échanges intra-communautaires se chiffre à 11,6% en 2016, soit une amélioration d'un point par rapport à 2015. Mais ce score est inférieur à l'objectif de 25% fixé par le programme régional de développement commercial de l'union. Ainsi la part des exportations totales s'est améliorée en 2016 pour se situer à 14,5%, soit une tendance maintenue depuis les cinq dernières années. En ce qui concerne les échanges extracomunautaires, ils ont été dominés par la Côte d'Ivoire sur la période 2012 – 2016 en moyenne à 47,0% et à hauteur de 41,9% en 2016. Cette primauté s'explique par les ressources agricoles en abondance dont elle dispose, comparativement à certains pays comme le Burkina Faso et la Mali qui eux, avaient successivement cette primauté du fait de la commercialisation de l'or, dix ans plus tôt.

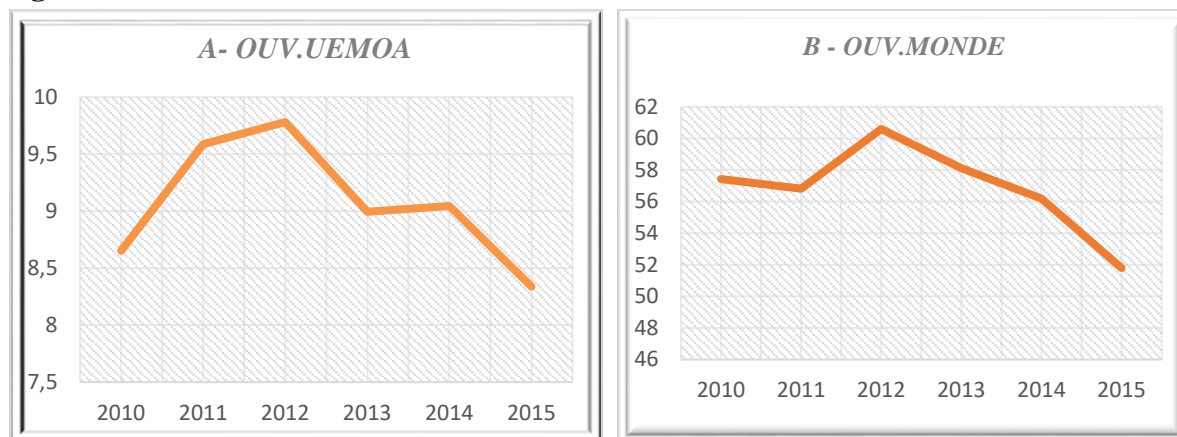
Le degré d'ouverture globale des Etats membres de l'Union est obtenu en rapportant le total des échanges commerciaux au Produit Intérieur Brut (PIB). Cet indicateur mesure le niveau de dépendance des Etats membres vis-à-vis de l'extérieur dans la formation du PIB. Selon le rapport annuel 2014 de surveillance du commerce extérieur des pays de l'Union, le degré d'ouverture de la zone en 2014, s'établirait dans les mêmes proportions qu'en 2013 et 2012,

---

<sup>8</sup> Un rapport des Nations Unies sur le renouveau de l'Afrique paru en Août 2014

soit 29%. En termes de comparaison entre Etats membres, la Côte d'Ivoire et le Togo sont ceux ayant le taux le plus élevé et la Guinée Bissau le plus faible. La figure 1 ci-dessous présente l'évolution du taux d'ouverture de l'Union sur la période 2010 à 2015. Il ressort une tendance baissière de l'ouverture commerciale à l'intérieur ainsi qu'à l'extérieur de l'Union.

**Figure 1 : Evolution des taux d'ouverture commerciale**



Source : Construit par l'auteur à partir des données statistiques de la BCEAO

Les deux courbes semblent similaires. Toutefois le pourcentage des échanges intra reste faible par rapport à ceux de l'extérieur. Sur la période 2010 à 2012, on assiste à une évolution croissante tant du taux d'ouverture intra, que de celui extra zone. Cette évolution s'explique par une amélioration du taux de couverture c'est-à-dire le rapport exportation sur importation pour le cas interne et un accroissement des besoins en matières premières, principales produits exportés vers le reste du monde pour celui externe. En outre les deux courbes enregistrent un pic en 2012, suivie d'une tendance baissière jusqu'en 2015. Cette baisse est consécutive au niveau intra à une insuffisance dans l'application par les pays membres des politiques commerciales édictées d'un commun accord d'une part, et d'autre part à une faible compétitivité des produits sur le marché international au niveau extra. Toutefois la mobilisation de ressources financières conséquentes pour le commerce est suggérée selon l'OMC.

### 3.1.2. Canaux de financement du commerce extérieur

Les canaux de financement du commerce extérieur sont divers. Ils peuvent être classés selon des capacités de financement internes et externes. Pour ce qui est des capacités externes, il faut souligner que l'aide extérieure est une des principales sources de financement du commerce. En effet l'aide au développement pour l'Afrique a culminé en 2013 à 52 milliards de dollars US, avant de descendre à 45 milliards en 2017. Elle a ainsi augmenté dans les régions entre 2005-2010 et 2011-2016 au profit d'Etats fragiles d'Afrique de l'Est et de l'Ouest<sup>9</sup>. Les transferts de fonds représentent une part importante des flux de capitaux, soit près de 69 milliards de dollars US en 2017, presque le double des investissements de portefeuille. Les afflux d'IDE ont, pour leur part diminué depuis le pic de 2008 à 58,1 milliards de dollars US, pour atteindre 41,8 milliards de dollars US en 2017, leur niveau le plus bas en 10 ans.

En plus de ces sources de financement, s'ajoutent les banques de développement. En effet les apports de certaines banques de développement considérés ici comme des capacités internes, participent à l'amélioration du secteur commercial. Au niveau international, les banques

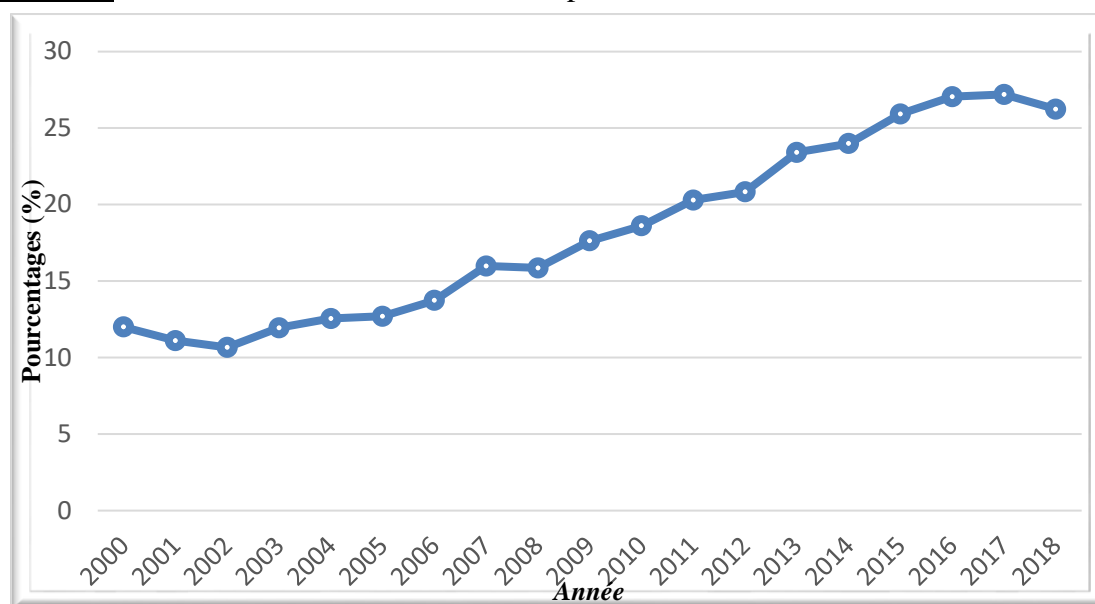
<sup>9</sup> Banque Africaine de Développement (BAD) : Perspectives Economiques en Afrique (2019)

régionales de développement ont revu à la hausse leurs concours au secteur du commerce en vue de faciliter les échanges, avec un montant passé de 0,5 à 1 milliards de dollars dans le cas de la Banque interaméricaine de développement et de 0,4 à 1 milliard de dollars dans le cas de la Banque asiatique de développement. Ce qui représente un concours substantiels pour les petits pays et les petites opérations<sup>10</sup>. Les banques centrales présentant une forte réserve de change interviennent également dans le financement du commerce.

C'est d'ailleurs une des caractéristiques des pays de l'UEMOA dont les principales réserves de change ne profitent pas assez aux systèmes internes. Cependant ces réserves de changes des banques centrales sont nourries en amont par la capacité de mobilisation de l'épargne intérieure des banques secondaires. Une étude de la Banque Africaine de Développement (BAD) relève que 93% des banques secondaires africaines sont engagés dans le financement du commerce. En effet, les taux de participation en 2012 des banques dans le commerce en Afrique centrale, en Afrique de l'Est, en Afrique du Nord, en Afrique Australe et en Afrique de l'Ouest, ont été successivement de 100%, 91%, 95%, 89% et 94%. Il ressort ainsi un niveau élevé de participation, sans une différence particulière entre les Etats fragiles et non fragiles.

Le recours des banques secondaires dans l'UEMOA pour le financement du commerce extérieur peut être appréhendé selon le crédit à l'économie, mais aussi particulièrement selon le crédit documentaire et le crédit au secteur privé. Une analyse des données statistiques de la BCEAO montre que le crédit à l'économie (en pourcentage du bilan des banques) est passé de 54,70% en 1990 à 46,45% en 2015. Pour le cas du crédit au secteur privé, il a connu une hausse ces dernières années dans l'Union. La figure 2 ci-dessous présente cette évolution. Il ressort une courbe croissante de la période 2000 à 2018. Une situation caractérisée par une amélioration du portefeuille de crédit des banques et témoigne d'un essor dans les activités financières de l'union.

**Figure 2** : Financement bancaire du secteur privé dans l'UEMOA



Source : Auteur à partir de données de WDI

<sup>10</sup> Extraites de l'article portant sur les défis du commerce extérieur sur la page [www.omc.org](http://www.omc.org)

### 3.2. Analyse économétrique

Elle porte sur une évaluation empirique. Il est question du modèle d'analyse et les données, de la technique d'estimation et enfin les résultats et leurs interprétations.

#### 3.2.1. Présentation du modèle d'analyse et les données

Le modèle spécifié tient des développements suivant Otrou (2007). Cet auteur a utilisé un modèle linéaire pour analyser les déterminants du commerce extérieur des pays de l'UEMOA sur la période 1990 à 2003. La forme théorique est :

$$Y_{it} = \alpha_i + \beta X_{it} + \gamma Z_{it} + \varepsilon_{it}$$

Où  $Y_{it}$  représente la matrice des variables expliquées du pays  $i$  au temps  $t$ .  $\alpha_i$  représente la constante individuelle de chaque pays  $i$ .  $X_{it}$  représente la matrice des variables d'intérêt du pays  $i$  à la période  $t$ .  $Z_{it}$  représente la matrice des variables de contrôle du pays  $i$  au temps  $t$ .  $\beta$  et  $\gamma$  sont des matrices comportant respectivement les coefficients des variables d'intérêt et des variables de contrôle.  $\varepsilon_{it}$ , représente les termes d'erreurs.

En outre, les principales études qui évoquent la relation finance commerce extérieur, ont attrait à la relation finance extérieur dont les investissements directs étrangers et le commerce. Le cas de l'UEMOA est abordé par Sory (2017). Il est donc pris en compte ces caractéristiques dans la formulation du modèle empirique, eu égard à la relation finance interne dont bancaire et commerce extérieur suscitée. Ainsi les variables du modèle se présentent comme suit :

**Variable expliquée :** Selon Otrou (2007), le degré d'ouverture commerciale mesuré comme le pourcentage de la somme des exportations et importations rapporté au PIB. Cependant il est pris en compte le taux d'ouverture en termes d'exportation et le taux en termes d'importation.

#### Variables explicatives d'intérêt :

- Le rapport en pourcentage du volume de crédit bancaire accordé au secteur privé sur le PIB. Cette variable est utilisée comme proxy du concours bancaire aux investissements productifs indispensables pour des échanges commerciaux. Le signe attendu de la variable (*BANK*) est positif sur le degré d'ouverture.
- Le rapport en pourcentage du volume d'investissement direct étranger entrant sur le PIB. Cette variable est utilisée pour capter le rôle de la banque dans le transfert de capitaux étrangers pour le commerce. Le signe attendu de cette variable (*IDE*) sur le taux d'ouverture est positif.

#### Variables explicatives de contrôle :

- Le taux de croissance du PIB réel par habitant. Cette variable (*TXPIBH*) permet de prendre en compte l'effet du niveau de développement d'un pays sur le degré d'ouverture. Son impact sur le commerce s'avère important. C'est pourquoi il est attendu un effet positif de cette dernière sur le commerce.
- Le taux de change effectif réel. Cette variable permet de prendre en compte une appréciation de la monnaie nationale par rapport à celle étrangère. Il est attendu un effet positif de la variable (*TXCHGE*) sur le degré d'ouverture commerciale.
- La formation brute de capital fixe (*FBCF*). Cette variable permet de prendre en compte le stock de capital dans le pays considéré. Elle est le rapport en pourcentage du volume



d'investissement rapporté au PIB. Il est attendu un effet positif de cette variable sur le degré d'ouverture.

- Le taux d'inflation (INFL). Cette variable permet de prendre en compte la variation en glissement annuel de l'indice des prix à la consommation. Le signe attendu de cette variable est négatif.

Les données proviennent essentiellement de la base de données du Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII, 2019), de la base de données de World Development Indicator (WDI) de la Banque Mondiale et des annuaires statistiques de la BCEAO. En outre la période d'étude est de 1980 à 2018.

### **3.2.2. Tests préliminaires et technique d'estimation**

Pour les tests préliminaires, il s'est agi de tester l'homogénéité du panel et la stationnarité des variables. Il ressort des résultats du test de Fisher que le panel est homogène avec un effet individuel. En effet, la statistique du test est  $F2(30, 210) = 0,34356739$  et la probabilité du test est  $PvalF2 = 0,99953706$ . Elle est supérieure au seuil de 5%, d'où le rejet de l'hypothèse nulle d'hétérogénéité du panel.

En outre le test de Breusch-Pagan présente une statistique de  $\chi^2(1) = 692,52$  et la probabilité associée est  $Prob > \chi^2 = 0,0000$ . Elle est inférieure à 1% d'où le rejet de modèle à effets fixes. De plus le test de Hausman donne une statistique de  $\chi^2(6) = 165,82$  et la probabilité associée est  $Prob > \chi^2 = 0,0000$ . Elle est inférieure à 1% d'où l'acceptation de l'hypothèse d'un modèle à effets aléatoires. A la suite de ces tests, un test de stationnarité avec Choi (2002) et Maddala & Wu (1999) a été réalisé. Les résultats du test, permettant de vérifier la présence de racine unitaire, montrent pour chacune des variables des probabilités inférieures à un seuil de 5%. Ce qui signifie le rejet de l'hypothèse nulle de présence d'au moins une racine unitaire. Les variables du modèle sont tous stationnaires à niveau.

Par ailleurs les résultats des tests préliminaires renseignent sur la présence d'effets spécifiques dans le modèle. D'où la technique appropriée est l'estimation du modèle à effets aléatoires. Toutefois, l'analyse sera menée en termes de degré d'ouverture global, mais aussi en termes de degré d'ouverture partiel.

### **3.2.3. Résultats et interprétations**

Le tableau 1 présente les résultats issus de l'estimation du modèle à effets aléatoires. Il présente les résultats en termes de taux d'ouverture global, d'exportation et d'importation.

**Tableau 1:** Présentation des résultats

VARIABLE	OUVERTURE	EXPORTATION	IMPORTATION
	[1]	[2]	[3]
TXPIBH	0,2533763 (0,286)	0,0273896 (0,849)	0,2259783** (0,049)
TXCHGE	-0,089295** (0,011)	-0,070027* (0,001)	-0,0192855 (0,255)
INFL	0,3658992* (0,007)	0,2018893** (0,015)	0,1639864** (0,013)
FBCF	-0,4353467** (0,016)	-0,5986945* (0,000)	0,1633653*** (0,062)
IDE	2,166588* (0,000)	1,156526* (0,000)	1,010054* (0,000)
BANK	1,065991* (0,000)	0,6236282* (0,000)	0,4423857* (0,000)
CONSTANTE	54,1087* (0,000)	30,31904* (0,000)	23,79081* (0,000)
OBSER.	252	252	252
Prob > chi2	(0,0000)	(0,0000)	(0,0000)
R <sup>2</sup>	0,8874	0,7908	0,9291

Source : Auteur. Les coefficients ont leur probabilité associée. (\*)(\*\*)(\*\*\*) significatif à 1%, 5%, 10%

Une analyse de l'adéquation d'ensemble du modèle laisse apparaître une probabilité de Chi 2 inférieur à un seuil de 1% sur l'ensemble des équations considérées, d'où une significativité globale des paramètres du modèle. En outre le coefficient de détermination du modèle est à au moins 79%, soit une grande prise en compte de variables indépendantes dans le modèle, susceptibles d'expliquer la variable dépendante. Il donne alors une bonne qualité d'ajustement.

#### ➤ Interprétations des variables de contrôle

Les coefficients des variables de contrôle ne présentent pas, dans leur ensemble les signes attendus. En effet, le coefficient de la variable taux de croissance du PIB par habitant (TXPIBH) est positif mais non significatif pour l'ouverture globale et le taux d'ouverture en terme d'exportation. Un résultat conforme à celui de Otrou qui y voit la non pertinence du niveau de développement économique des pays de l'UEMOA dans les échanges commerciaux. Toutefois le coefficient est positif et significatif dans l'équation [3]. Cela s'explique par le fait que le faible niveau de développement de la majorité des pays de l'union, est à même d'expliquer la préférence pour les importations de biens et services.

Pour ce qui concerne le taux de change effectif réel (TXCHGE), le coefficient est négatif et significatif au seuil de 5% pour le taux d'ouverture et 1% pour le taux d'ouverture en termes d'exportation. La variable ne présente donc pas le signe attendu économiquement. En effet une dépréciation de la monnaie nationale est sensée améliorer les échanges avec l'extérieur. Ce résultat stipule le contraire. Mais il est conforme aux résultats antérieurs de Otrou. De plus, le coefficient de la variable inflation (INFL) est positif et significatif au seuil de 1% pour le taux d'ouverture, et 5% pour le taux d'ouverture d'exportation et d'importation. Une situation qui démontre la non pertinence du taux d'inflation dans les échanges avec l'extérieur. Une situation qui pourrait s'expliquer par la faiblesse de la monnaie de l'union par rapport aux autres paniers de monnaies sur le marché international.

Enfin le coefficient de la variable formation brute de capital fixe (FBCF) apparaît négatif et significatif à 1% pour les exportations, et 10% pour le taux d'ouverture global. Le signe diffère de celui attendu économiquement. Néanmoins, étant donné que les produits d'exportation sont en majorité des matières premières, du fait d'une industrialisation faible, le besoin en termes d'investissement domestique peut être négligeable à court terme. Cependant le signe positif et significatif à 10% pour les importations, peut s'expliquer par une dépendance des structures productives nationales en biens de consommations intermédiaires étrangères. Alors une augmentation de 1% de FBCF provoque une augmentation de 0,16% des importations.

➤ **Interprétation de l'effet des investissements étrangers**

Le coefficient associé à la variable IDE est positif et significatif dans toutes les équations [1], [2] et [3]. Ce qui valide économiquement l'effet du financement bancaire du commerce via ce canal. En effet une hausse de 1% des IDE favorise une amélioration d'environ 2% de l'ouverture commerciale globale, d'environ 1% le taux d'ouverture en termes d'exportation et le taux en termes d'importation.

Toutefois l'effet est d'autant élevé pour le taux d'ouverture en termes d'exportation que de celui en termes d'importation. Ce qui est conforme aux résultats suscités dans la littérature, sur le rôle des banques dans l'afflux de capitaux entrants (De Boni et al., 2015). L'ouverture financière a donc une influence positive sur l'ouverture commerciale dans l'union. Elle permet de ce fait d'engranger des ressources financières pour des investissements productifs, ce, via le canal du secteur financier interne, notamment bancaire.

➤ **Interprétation de l'effet du financement bancaire**

Il ressort des résultats dans le tableau, que le coefficient de la variable Banque (BANK) est positif et significatif sur l'ensemble des équations [1], [2] et [3] au seuil de 1%. Ce qui explique que le financement bancaire du secteur privé influence positivement sur l'ouverture commerciale et l'ouverture en termes d'exportation et d'importation. En effet, une augmentation de 1% du financement bancaire provoque une augmentation d'environ 1,06% du taux d'ouverture globale, de 0,62% pour le taux d'ouverture en termes d'exportation et de 0,44% pour le taux d'ouverture en termes d'importation. Ce concours financier devrait permettre d'améliorer les investissements productifs en faveur des échanges commerciaux.

Par ailleurs, l'effet est d'autant moins élevé en termes d'importation qu'en termes d'exportation. Ce qui montre que la prise en compte du financement bancaire contribue à une amélioration de la balance commerciale des pays de l'UEMOA. L'hypothèse émise au départ est confirmée au regard de ce résultat. Toutefois, ce financement bancaire englobe les spécificités de crédits octroyés tels les crédits documentaires, les crédits de préfinancement, les crédits de court et long terme. En outre le résultat peut se présenter comme une extension des résultats antérieurs de Leroy (2016) sur la contribution des banques à la croissance économique via le commerce international.

#### **4. Conclusion**

L'objectif général était d'analyser le rôle du système bancaire dans le commerce extérieur des pays l'UEMOA. Partant des canaux d'intervention de la banque, une évaluation empirique à l'aide d'un modèle à effets aléatoires a été effectuée. Les résultats empiriques montrent globalement l'effet bénéfique du financement bancaire sur le commerce extérieur. En effet, à la suite d'estimations d'équations suivant l'analyse faite par Otrou (2007), il ressort une influence positive du financement bancaire sur l'ouverture commerciale en termes

d'exportation et en termes d'importation. Des résultats qui donnent lieu à quelques recommandations.

Au regard du rôle moteur de la finance pour le commerce extérieur dans les pays de l'union, des politiques commerciales ont été adoptées. Cependant eu égard à ces résultats, des mesures nouvelles à mettre en place sont nécessaires. Pour ce qui est des mesures à renforcer, il est souhaitable que la création des fonds en faveur du secteur commercial ait une participation importante du secteur bancaire. De ce fait, en plus du financement direct, le système bancaire pourrait contribuer à rehausser le niveau des échanges. Une situation permettant également de capter un maximum de ressources financières à l'échelle communautaire.

Pour ce qui est des mesures à encourager, c'est la création de cadre favorable aux flux de capitaux entrants. Une recommandation qui vient également du résultat de l'influence positive des IDE sur le commerce. Toutefois, une bonne réorientation des flux de capitaux est requise pour des impacts significatifs sur l'industrialisation et sur les échanges commerciaux. Pour ce qui est des mesures à adopter, ce sont celles portant sur la protection de certains secteurs clés des économies des pays de l'union. Il s'agira de mettre l'accent sur les secteurs à avantages comparatifs et à rendements d'échelles croissants. La branche du textile en est une illustration. Par ailleurs les résultats de l'estimation pourront être améliorés avec la prise en compte des échanges commerciaux intracommunautaires. De ce fait la contribution du secteur bancaire dans le commerce entre les pays de l'union pourrait être explorée. Ce qui permettra de prendre en compte certaines spécificités liés à ces pays, tels l'enclavement, la langue parlée, et les crises socio politiques récurrentes.

## BIBLIOGRAPHIE

- Ahn, J. B. 2013. « Estimating the Direct Impact of Bank Liquidity Shocks on the Real Economy: Evidence from Letter-of-Credit Import Transactions in Colombia ». *Working Paper, International Monetary Fund*.
- Alaya, M. 2007. « Politique d'attractivité des IDE et dynamique de croissance et convergence dans les pays du sud-est de la méditerranée », *Cahiers du GRETHA* n° 2007-06
- Amable, B. et Chatelain, J-B. 1996. « La concurrence imparfaite entre les intermédiaires financiers est-elle toujours néfaste à la croissance économique ? » *Banque de France, Revue Economique* N°3. pp.765-775.
- Azoulay, G. 2011. « Les nouvelles formes de l'aide publique au développement et l'éventuel 'Retour de l'Etat' dans les pays d'Afrique subsaharienne », *Mondes en développement* 2011/1 n°153 | pages 57 à 70.
- BAD. 2019. « Perspectives Economiques en Afrique », <https://www.afdb.org>.
- Banque Mondiale. 2015-2017. « World Development Indicator ». <https://data.worldbank.org>.
- BCEAO. 2005-2017. « Annuaire Statistiques », <http://www.bceao.int/publications/annuaire>
- Bélanger, D. et Gutiérrez, S. 1990. « Impact de la variabilité des taux de change sur le commerce international : un survol critique de la littérature », *L'Actualité économique*, 66 (1), 65–83. <https://doi.org/10.7202/601520ar>
- CEPII. 2019. « Données statistiques sur le commerce ». <http://www.cepii.fr>
- Cesaroni, T. et De Santis, R. 2018. « Dynamics of net foreign asset components in the EMU ». <https://doi.org/10.1016/j.inteco.2018.04.004>.
- Choi, I. 2002. « Contribution Unit Root Test for Cross-sectionally Correlated Panel ». *Mineo, Hong Kong University of Science and Technology*.
- De Bonis, R., Ferri, G., Rotondi Z. 2015. « Do firm–bank relationships affect firms' internationalization? », <https://doi.org/10.1016/j.inteco.2014.11.001>

- Diop, B et Thiongane, M. 2018. « Access to Bank Credit for Small and Medium-sized Enterprises in Senegal ». *CREFAT. MRAP*.
- Doukh, A. 2005. « Le rôle des banques dans le financement des contrats internationaux », *Edition CIEFAC, France*.
- Edson, S. N. et Henri, T. N. 2012. « Accès au crédit bancaire et survie des PME Camerounaise: Le rôle du capital social », *Rapport de Recherche du FR – CIEA N°27/12*
- FMI. 2018. « Perspectives Economique en Afrique », <https://www.imf.org//Publications>
- Fontagné, L. 1999. « L'investissement direct étranger et le commerce international : sont-ils complémentaires ou substituables ? » *Edition OCDE, 1999 – 3*.
- Fontagné, L. et Pajot, M. 1999. « Investissement direct à l'étranger et échanges extérieurs : un impact plus fort aux États-Unis qu'en France », *Economie et statistique*, n° 326-327.
- Gbetnkom, D. et Avom, D. 2005. « Intégration par le marché : Le cas de l'UEMOA », *Région et Développement* n° 22-2005.
- Gern, J-P. 1993. « L'apport du commerce extérieur à la croissance des pays non industrialisés », *Revue Tiers Monde*, Vol. 34, issue 133, pp. 7-36.
- Guillochon, B. 2001. « Le protectionnisme », Consulté sur // [www.cairn.info/le-protectionnisme-9782707135384-page-3.htm](http://www.cairn.info/le-protectionnisme-9782707135384-page-3.htm)
- Gurley, J. G. et Shaw, E. S. 1955. « Financial Aspects of Economic Development ». *American Economic Review*, Vol. 45, n°4, pp. 515-538.
- Krugman, P. et Obstfeld, M. 2009. « International Economics: Theory and Policy », 8th edition. *Version traduite et publié par Pearson Education France*.
- Leboucher, S. 2013. « L'Afrique Subsaharienne : Nouvel Eldorado pour les Services Financiers ? » *Banque & Stratégie* n°314.
- Leroy, A. 2016. « Banking competition, financial dependence and productivity growth in Europe », <https://doi.org/10.1016/j.inteco.2016.01.001>
- Maddala, G. S. et Wu, S. 1999. « A Comparative Study of Unit Root Tests with Panel Data and a New Simple Test », *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 61, 631-652.
- Mitze, T., Alecke, D. et Unitiedt, G. 2010. « Trade - FDI linkages in a simultaneous equations system of gravity models for german regional data ». *International Economics*, Vol.122, p121-162
- OCDE. 2009. « Réponses stratégique de l'OCDE à la crise financière et Economique », <https://www.oecd.org/fr/economie/42081203.pdf>.
- OMC. 2005-2018. «Examen Statistique du Commerce Mondiale». <https://www.wto.org/french/>  
----- 2016. « Le financement du commerce et les PME. Comblent les lacunes en matière d'offre », [https://www.wto.org/french/res\\_f/statif/](https://www.wto.org/french/res_f/statif/)
- ONU. 2014. « Rapport des Nations Unies sur le Renouveau en Afrique », <http://www.un.org/africarenewal/fr>
- Otrou A. H. 2007. « Les déterminants du commerce extérieur des pays de l'UEMOA », *Revue du CAMES-nouvelle série B* ; vol .009, N 2 -2007 P 236-241.
- Sory, O. 2017. « Commerce et IDE dans un contexte de régionalisation : cas de l'UEMOA », *Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP)*.
- Stiglitz, J. et Weiss, A. 1981. « Credit Rationing in Markets with Imperfect Information », *American Economic Review*, 71(3).
- Tinbergen, J. 1962. « Shaping the World Economy, Suggestions for an International Economic Policy », *New York: The Twentieth Century Fund*.
- Verlaeten, M-P. 1991. « Les aspects théoriques du commerce international et de la protection », Paris: Dial, 81p. *Institut de recherche pour le développement (IRD)*.
- Yerbanga, A. 2017. « Déterminants des exportations intra-UEMOA du Burkina Faso ». *Revue d'Economie Théorique et Appliquée* Vol. 7 – N° 1 – Juin 2017 pp 69-84.